

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Pour les départements, le numéro 15 centimes.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

SOMMAIRE : Progrès du socialisme. — Réformes économiques : dotation des banques départementales. — Enquête sur la condition des travailleurs. — Manifeste des Amis de la Constitution. — Adresse des triumvirs de Rome à l'armée française. — Déclaration des démocrates d'Iéna. — Manifeste Brunswick-Nicolas. — Exposition critique des doctrines de M. Proudhon (suite). — Le coup de main du 28 mai. — Courrier de la semaine.

LES PROGRÈS DU SOCIALISME.

Le socialisme a grandi depuis février, malgré ses fautes et malgré ses erreurs ; il a grandi parce qu'il est l'esprit même du siècle, la tendance irrésistible de la civilisation. Mais il aurait grandi bien davantage encore, s'il avait toujours été présenté pour ce qu'il doit être et pour ce qu'il est en effet, — un moyen pacifique de donner satisfaction à tous les intérêts légitimes, d'améliorer progressivement le sort de toutes les classes de la société.

Les socialistes veulent mettre un terme au désordre industriel, équilibrer la production et la consommation ; ils veulent faire disparaître l'hostilité flagrante de tous les intérêts, combattre la misère par l'augmentation de la richesse générale, par le développement de l'agriculture, de l'industrie, du commerce régularisé ; ils veulent assurer à tout homme de bonne volonté le moyen de gagner sa vie en travaillant, garantir à chacun les fruits de son labeur ; ils veulent organiser le crédit, etc ; ils veulent enfin faire participer tous les citoyens aux jouissances physiques et morales qui sont aujourd'hui l'apanage du petit nombre à l'éducation, à la liberté réelle, au bien être et à la propriété, aux joies de la famille. Parce qu'ils veulent la liberté pour tous, la propriété pour tous, les douceurs de la famille et du foyer domestique pour tous, on les accuse de vouloir détruire la liberté, la propriété et la famille qui sont aujourd'hui des privilèges ; parce qu'ils veulent prévenir les révolutions en les rendant inutiles, conjurer par des réformes efficaces les explosions dont nous menace la misère, on les accuse d'être des hommes de désordre et de violence...

On a exploité avec beaucoup de succès contre le socialisme l'ignorance et la peur. Mais l'ignorance se dissipe par degrés, la peur cède la place à l'espérance, et bientôt le socialisme aura pour partisans dévoués tous ceux qu'on avait voulu faire ses ennemis. Encore quelque temps, et le socialisme qui a été l'objet d'une terreur purement imaginaire, sera invoqué par toutes les classes comme un moyen de salut, comme l'arche d'alliance de tous les intérêts, comme la transition naturelle du présent à l'avenir.

S'ils ne veulent pas être pris au dépourvu, comme les républicains au 24 février, les socialistes peuvent se préparer. Au train dont vont les choses en France et en Europe, ils peuvent d'un moment à l'autre être appelés au pouvoir.

Le socialisme n'a pour adversaires que ceux qui ne le connaissent pas ou qui le comprennent mal. Déjà la France commence à revenir de ses terreurs de l'an passé, les élections générales le prouvent victorieusement ; la France devient

socialiste. Il dépendra des socialistes de la nouvelle assemblée de convertir à leurs doctrines la grande majorité des électeurs des villes et des campagnes ; il leur suffira de neutraliser la calomnie en exposant leurs idées à la tribune, en développant les réformes qu'ils veulent réaliser.

Les élections dernières ont déjà accompli des miracles : elles ont converti les journaux réactionnaires, illuminé subitement le *Siècle* et même la *Patrie*. Ces journaux prennent déjà l'initiative et nous somment de les suivre sur le terrain des réformes sociales. Nous les suivrons et nous n'aurons pas de peine à les dépasser.

Dans l'Assemblée constituante, les socialistes formaient une imperceptible minorité. Ils seront assez nombreux à la législative pour forcer leurs adversaires à les écouter et à compter avec eux. Désormais le parti socialiste doit changer d'allures, se préparer sérieusement à exercer une influence décisive sur les destinées du pays. Il faut prouver à nos adversaires que nous sommes non seulement des théoriciens, mais encore des hommes de pratique, et que l'élévation des sentiments et des idées n'exclut pas le sens commun.

Depuis huit mois, le parti socialiste a donné assez de garanties à ce qu'on appelle l'ordre, à la tranquillité de la rue, pour rassurer la population. Il a maintenu le calme, déjoué toutes les provocations, dissipé, par un simple mot d'ordre, les rassemblements contre lesquels la police était impuissante. L'attitude du parti socialiste a paralysé la réaction, consterné les ennemis de la Constitution, qui prétendaient que l'ordre et la sécurité étaient incompatibles avec la République, et qui n'attendaient qu'une émeute pour en finir avec les républicains, pour décréter la dictature et pour restaurer l'empire ou la monarchie. — Que le socialisme continue à rendre toute émeute impossible, qu'il réponde de l'ordre même, afin de montrer de quel côté sont les émeutiers, les agitateurs, et son triomphe est assuré. Au mois de septembre de l'an passé, les candidats socialistes réunissaient 72 mille suffrages. Depuis, le calme le plus absolu a régné dans la rue, et Ledru-Rollin a eu 134 mille voix aux élections dernières, et celui de nos candidats qui en a obtenu le moins représente encore 92 mille électeurs. Ce n'est donc point le socialisme qui a intérêt à provoquer des émeutes pour renforcer la réaction aux abois.

Dans les départements, le socialisme est en progrès comme à Paris. Il y a six mois, M. de Lamartine disait aux cultivateurs de Saône-et-Loire : Que les socialistes viennent en ce pays ! ils trouveront leur tombeau dans nos sillons... Et M. de Lamartine n'a pas été réélu dans son département, et les paysans n'ont voulu donner leurs voix qu'à des socialistes, tout en conservant au poète leur admiration.

Le flot de la démocratie monte comme la marée, et désormais rien ne peut l'arrêter. C'est tout au plus si nous avons le temps de nous préparer et d'empêcher qu'il ne déborde de toutes parts.

Que les socialistes de la nouvelle assemblée se hâtent donc de se mettre à la tête du mouvement pour le diriger, pour le contenir au besoin,

surtout pour le pousser dans la bonne voie, car ils vont être responsables des destinées de la France et du monde.

Les réactionnaires sont décidés à prendre leur revanche des élections dernières. Tous leurs candidats élus à Paris et dans les départements opteront pour la province, afin de faire place aux chefs d'emploi qui sont restés sur le carreau, afin de fournir à l'union électorale de Paris l'occasion de prouver que la majorité des électeurs de la Seine est contre la République.

Si tous les républicains s'entendent, ils peuvent réunir plus de 160 mille voix, consolider l'ordre et la République, réduire pour jamais à l'impuissance les contre-révolutionnaires brouillons, les conspirateurs et les faiseurs de coups d'Etat.

Si la liste démocratique passe tout entière, la contre-révolution est désarmée, la législative est obligée de tenir compte de notre force, et les départements sont entraînés par le mouvement.

Il faut donc réussir à tout prix.

RÉFORMES ÉCONOMIQUES.

AFFRANCHISSEMENT DU TRAVAIL AGRICOLE.

(Suite (1)).

DOTATION DES BANQUES DÉPARTEMENTALES.

Nous avons donné l'organisation des banques départementales. Nous avons décrit les opérations de crédit foncier et agricole, immobilier et mobilier, les opérations de crédit personnel ou moral. Nous avons expliqué comment ces banques pourraient, en toute sécurité, prêter à bas prix des capitaux aux propriétaires cultivateurs et même aux cultivateurs non propriétaires, extirper l'usure de nos campagnes en la rendant inutile et impossible ; comment elles pourraient réaliser le droit au travail, fournir des instruments à tous les hommes laborieux, favoriser l'accession à la propriété des fermiers, des métayers, des simples salariés, de tous ceux qui travaillent aujourd'hui au profit d'autrui et qui désormais pourraient travailler pour leur propre compte, après avoir acheté à crédit le sol qu'ils labourent et qu'ils fécondent... etc. etc.

Nous aurons bientôt à expliquer ce que les banques départementales pourraient faire pour les commerçants et pour les ouvriers de l'industrie.

Mais, avant de passer outre, il importe de constituer à ces banques un capital : 1° un fonds de garantie ; 2° un fonds de roulement. Nous avons dit comment elles doivent opérer, il faut dire maintenant à l'aide de quelles ressources.

Parlons d'abord du fonds de garantie.

Le fonds de garantie d'une banque quelconque, d'une banque foncière ou d'une banque

(1) Voir les numéros des 11, 18, 25 février, 4 et 11 mars, 1^{er} et 29 avril.

de circulation, est destiné à couvrir les pertes possibles, à donner aux créanciers un complément de sécurité.

L'actif d'une banque se compose 1° des bénéfices qu'elle réalise et des intérêts qu'elle perçoit, 2° de tous les engagements souscrits en sa faveur, billets et obligations foncières; 3° du capital de fondation.

Le passif se compose 1° des pertes qu'elle éprouve, des intérêts qu'elle est tenue de servir, des dépenses d'administration; 2° de tous les engagements souscrits par elle.

Quand une banque est normalement organisée, elle ne fait que des opérations à peu près sûres; les bénéfices excèdent les pertes; l'intérêt est calculé de manière à couvrir les frais d'administration et les sinistres commerciaux; et le fonds de garantie n'est jamais entamé.

Les banques commerciales qui prêtent sur de simples signatures, peuvent perdre quelquefois, dans les temps de crise industrielle ou politique, par la brusque déconfiture de leurs débiteurs; mais les banques agricoles, prêtant toujours sur hypothèque ou sur gage et ne prêtant jamais que les deux tiers de la valeur des immeubles ou des produits qui forment leur garantie réelle, sont à l'abri des désastres commerciaux. Elles ne pourraient perdre que dans les opérations de crédit personnel, et encore ont-elles, pour se couvrir, les biens mobiliers de l'emprunteur à défaut d'immeubles, les récoltes qu'elles ont grand soin de faire assurer d'avance contre les fléaux de toute espèce.

A rigoureusement parler, les banques agricoles pourraient se passer de tout capital de garantie.

Cependant, pour inspirer confiance absolue aux esprits les plus méticuleux, il est bon que les banques agricoles disposent d'un capital de garantie et même d'un capital imposant.

Ce capital peut se composer d'immeubles, comme celui des compagnies d'assurances; de bons du trésor ou de titres de rentes, comme celui des comptoirs nationaux et de la banque de France; et ce capital peut être fourni par la caisse d'amortissement.

La caisse d'amortissement possède deux milliards de rentes rachetées, dont le trésor continue à servir chaque année les arrérages, bien que ces rentes, rachetées avec les deniers des contribuables, appartiennent à l'Etat.

De ces deux milliards on peut sans inconvénient détacher 200 millions, qui serviront à former le fonds de garantie de toutes les banques départementales, à raison de deux millions pour chaque département, en moyenne, tout en continuant, comme par le passé, à laisser la caisse d'amortissement toucher les intérêts annuels.

Ces 200 millions seraient toujours la propriété de l'Etat ou de la caisse d'amortissement, ce qui est la même chose, et chaque banque ne pourrait aliéner les titres qui auraient été affectés à former son fonds de garantie que dans un cas de nécessité absolue, que lorsque la totalité de son actif ne suffirait pas pour couvrir ses engagements, en un mot que lorsque les pertes et les dépenses annuelles auraient excédé les recettes et les profits, ce qui, je le répète, est un cas à peu près impossible.

Tout lecteur qui nous a suivi avec quelque attention, doit comprendre qu'il est facile d'organiser aujourd'hui, dans chaque département, une banque au capital de 2 millions, sans demander au trésor un centime, aux contribuables le moindre sacrifice. Il doit comprendre, en outre, que cette banque inspirera partout confiance, car elle sera administrée par des hommes capables, placée sous le patronage et sous la garantie de l'Etat, surveillée par les membres des conseils généraux et des conseils municipaux, contrôlée par des inspecteurs des finances, tenue de donner publicité à ses opérations et à son bilan toutes les semaines, tous les quinze jours ou tous les mois; car elle n'entreprendra que des opérations lucratives, et disposera, en dehors de son portefeuille et de l'ensemble de ses

bénéfices, d'une réserve de 2 millions pour faire face à toutes les éventualités.

Pour distribuer le crédit foncier au moyen du système des obligations, les banques départementales n'auraient pas besoin de fonds de roulement: mais pour toutes les opérations de crédit mobilier, un fonds de roulement est indispensable; surtout si l'on veut renoncer à l'émission du papier monnaie.

Comment constituer à nos banques un fonds de roulement?

1° Les banques départementales placées sous la surveillance et sous la garantie de l'Etat, pourraient opérer à l'aide des fonds des caisses d'épargne. Il y a six ans, j'ai écrit une brochure pour demander que les économies des classes laborieuses fussent consacrées à commanditer le travail, surtout le travail agricole; j'ai signalé le danger du dépôt au trésor public des fonds provenant de l'épargne, l'inconvénient du placement en rentes..... Les faits m'ont donné raison. Je n'insiste pas ici pour prouver ce qui me paraît désormais incontestable, et ce que je crois avoir suffisamment démontré ailleurs, à savoir que les dépôts des caisses d'épargne peuvent être confiés sans danger aux banques départementales qui n'auront pas de peine à en tirer un intérêt au moins égal à l'intérêt servi aux déposants: je me contente d'affirmer.

Les dépôts des caisses d'épargne formeront un premier fonds de roulement pour toutes les opérations de crédit mobilier, d'avances sur consignation de récoltes ou de produits.

2° La banque départementale peut devenir la caisse d'épargne universelle, jouer le rôle d'intermédiaire entre les prêteurs et les emprunteurs, entre les capitalistes qui ont des fonds disponibles, d'une part, et tous ceux qui demandent à emprunter, de l'autre; elle peut devenir banque de prêt et banque d'emprunt tout à la fois, offrant à tous les rentiers: 1° 3 0/0 d'intérêt; 2° sécurité complète; 3° remboursement à époque déterminée; offrant aux emprunteurs, à 4 0/0, ces mêmes capitaux qu'elle reçoit en dépôt à 3 0/0. A ces conditions, la banque trouverait encore plus de prêteurs que d'emprunteurs; elle verrait affluer dans ses caisses toutes les sommes qui restent improductives aujourd'hui entre les mains des rentiers peureux, toutes les sommes qu'on déposait autrefois chez les notaires, toutes les sommes qu'on place en compte-courant chez les banquiers. La sécurité complète offerte aux capitalistes compenserait largement le bas prix de l'intérêt.

La banque pomperait ainsi, aspirerait incessamment pour les respirer dans la circulation, pour les rendre productifs, tous les capitaux stériles et sans emploi qui sont enfouis dans les coffres forts ou dans les cachettes; elle les mettrait à la disposition de ceux qui sauraient en tirer parti et les faire fructifier; elle ferait, en un mot, ce que font les banques d'Ecosse. La France possède en monnaie métallique assez de capitaux pour suffire à tous les besoins de l'agriculture, du commerce, de l'industrie: l'essentiel est de faire circuler constamment ces capitaux, de ne point les laisser inactifs.

Il arrivera pour les banques départementales ce qui arrive pour les comptoirs d'escompte récemment constitués: les banques recevront plus d'écus qu'elles n'en pourront placer, seront obligées de refuser les dépôts ou de ne les accepter qu'à très faible intérêt et à échéance fixe. La fixité des échéances ferait disparaître tous les inconvénients du remboursement facultatif et à première demande, les inconvénients de tous les comptes-courants.

3° Les banques départementales auraient encore, pour alimenter leurs fonds de roulement, tous les intérêts perçus sur les emprunteurs, toutes les primes d'amortissement payées chaque mois par les souscripteurs des obligations foncières, et destinées au rachat des titres à un moment donné.

4° Enfin, on pourrait demander à la caisse d'amortissement, qui reçoit du Trésor une dota-

tion de 60 millions par an, de 5 millions par mois, et, de plus, l'intérêt des 2 milliards de rentes rachetées, un prêt de 86 millions en faveur des banques départementales. Ces 86 millions produiraient intérêt, et l'intérêt serait capitalisé, au profit de la caisse, jusqu'au jour où les banques seraient en état de suffire à elles-mêmes et de se libérer.

Il y aurait même une combinaison bien autrement féconde à tenter, une combinaison dont nous parlerons prochainement..... Mais nous en avons dit assez pour faire comprendre la possibilité d'établir, dès aujourd'hui, et de faire fonctionner les banques départementales, sans surcharger le Trésor, sans rien demander à l'impôt ou à l'emprunt.

Les opérations de crédit agricole, de crédit mobilier pourraient être entreprises dès aujourd'hui par les comptoirs nationaux d'escompte. Mais pour les opérations de crédit foncier, pour les avances à long terme, il faut absolument des établissements spéciaux.

Nous continuerons à exposer, un autre jour, l'ensemble de notre projet, et nous lui donnerons tous les développements qu'il comporte.

F. V.

Le papier monnaie en circulation dans l'Autriche, représente une somme de 232 millions de florins, tandis que le numéraire, or, argent et cuivre ne figure que pour 32 millions. Comme les particuliers ne sont intéressés dans cette masse de billets que pour 41 millions, il faut que le gouvernement autrichien ait emprunté à la Banque, au moins 190 millions de florins.

— Sous le nom de *billets de crédit*, le papier-monnaie circule dans toute l'étendue de l'Empire russe. Il y est d'un si grand usage que rien n'est plus rare que de voir effectuer en argent un paiement de quelque importance. Il existe des billets de crédit pour les valeurs suivantes:

| | | |
|-----|------------------------------|-------|
| 1 | rouble argent, papier jaune. | 4 fr. |
| 3 | — — — vert. | 12 |
| 5 | — — — bleu. | 20 |
| 10 | — — — rouge. | 40 |
| 25 | — — — violet. | 100 |
| 50 | — — — gris. | 200 |
| 100 | — — — irisé. | 400 |

Les espèces métalliques dont ce papier offre la représentation sont déposées dans les caveaux de la forteresse des Apôtres Saint-Pierre et Saint-Paul, à Saint Pétersbourg; mais, indépendamment de ces magasins de réserve, il existe un dépôt de numéraire dans les caisses de l'administration chargée de l'expédition des billets de crédit. Ce second dépôt, qui n'est qu'une succursale du premier, a pour objet de satisfaire sans délai au service de remboursement des billets présentés.

Le capital métallique déposé dans les souterrains de la forteresse est actuellement évalué à la somme de 106,588,595 roubles argent, ou un peu plus de 426 millions de francs, déduction faite d'une somme de 3 millions de roubles (12 millions de francs), récemment transférés dans les caisses de la succursale.

Les mines de l'Oural avec celles de la Sibérie, alimentent en majeure partie les trésors métalliques dont il vient d'être parlé; elles ont produit, durant le premier semestre 1848, 9,760,000 fr en or et 24,667 fr. en platine. On croit ainsi pouvoir évaluer par approximation à 20 millions de fr. le total de la production de l'année entière, dont à peu près les deux cinquièmes proviennent des mines de la couronne.

L'extrême du produit en platine s'explique par l'abandon de cette exploitation. Les propriétaires de ces mines paraissent avoir été découragés, non pas seulement par la diminution des demandes de l'industrie et du commerce, mais encore par l'obligation de livrer le métal au gouvernement, qui ne permet de le retirer que moyennant l'acquittement d'un droit de 12 p. 0/0.

ENQUÊTE SUR LA CONDITION DES TRAVAILLEURS.

Au mois de mai 1848, l'Assemblée nationale s'empressa d'ordonner une enquête sur le tra-

vail en France, et sur la condition des travailleurs.

De nombreux documents ont été réunis, mais ils sont restés enfouis dans les cartons. Nous espérons bien que ces documents seront livrés à la publicité, et nous comptons que les représentants du peuple nouvellement élus, s'empres- seront de faire imprimer ce bilan de la misère.

Le président du bureau du Comité du tra- vail a écrit la lettre suivante au président de l'Assemblée :

Paris, 16 mai 1849.

Monsieur le président,

Un décret du 25 mai 1848 a chargé le comité du travail de l'Assemblée nationale de présider à l'exécution d'une enquête sur la situation du tra- vail agricole et industriel en France.

Cette enquête devait être faite dans les départe- ments par les soins de commissions formées dans chaque canton, de patrons et d'ouvriers, et présidées, par les juges de paix. A Paris, il devrait y être procédé directement par le comité du travail lui- même. Cette dernière et importante partie de sa tâche n'a pu être remplie jusqu'ici malgré le désir qu'a exprimé, à plusieurs reprises, le comité du travail, parce que l'administration de la ville de Paris s'est trouvée, ainsi qu'elle l'a déclaré à diffé- rentes époques, dans l'impossibilité, en raison des circonstances, de composer régulièrement les com- missions spéciales des délégués. Les mêmes obsta- cles ne s'étant pas présentés dans les départements, les opérations y ont été entreprises sous la direc- tion de M. le ministre de l'agriculture et du com- merce, et de MM. les préfets.

Voici quelle est, quant à présent, la situation de ce grand travail :

Les départements suivants, au nombre de vingt six, ont envoyé la totalité de leur cantons, savoir : Ain, Hautes Alpes, Ardèche, Ardennes, Ariège, Aude, Charente, Dordogne, Finistère, Gard, Ille et- Vilaine, Loir et-Cher, Loiret, Lozère, Manche, Mayenne, Meurthe, Pas-de-Calais, Hautes-Pyrénées, Haute-Saône, Sarthe, Seine-Inférieure, Vaucluse, Vendée, Vosges et Yonne, ci. 26

Les départements ci-après, au nombre de quarante-quatre, sont en retard pour plu- sieurs de leurs cantons, savoir : Aisne, Allier, Alpes (Basses), Aube, Aveyron, Cantal, Charente-Inférieure, Cher, Corrèze, Corse, Côte-d'Or, Côte-du-Nord, Creuse, Doubs, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Haute-Ga- ronne, Gers, Gironde, Hérault, Jura, Lan- des, Loire, Loire-Inférieure, Lot, Maine- et-Loire, Marne, Meuse, Morbihan, Moselle, Nord, Oise, Orne, Bas-Rhin, Rhône, Seine- et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vienne et Haute- Vienne, ci. 44

Seize départements, enfin n'ont encore rien transmis, savoir : Bouches-du-Rhône, Calvados, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Hau- te-Loire, Lot-et-Garonne, Haute-Marne, Nièvre, Puy-de-Dôme, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Saône- et-Loire, Seine et Deux-Sèvres, ci. 16

Total égal à celui des départements. 86
En résumé, le nombre des cantons reçus est de. 1,990
Et le nombre des cantons en retard est de 857

Total égal au nombre des cantons de France. 2,847

Au reste, M. le ministre du commerce, sur la prière du comité, presse les préfets des départe- ments en retard, et chaque jour arrive quelque document nouveau. Il est donc probable que l'As- semblée législative, dans les premiers temps de son existence, aura reçu la totalité des procès-ver- baux de l'enquête, et pourra prendre les mesures qu'elle jugera convenables pour utiliser, dans l'in- térêt du pays, ce grand et intéressant travail.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assu- rance de notre considération respectueuse.

Les membres du bureau du comité du travail,

RONDEAU, président; AUGUSTE DEMES-
MAY, vice-président; L. ASTOUIN,
M. ALCAN, secrétaires.

MANIFESTE DES AMIS DE LA CONSTITUTION.

En présence des dangers qui menacent la ré- volution et la démocratie, à l'intérieur et à l'ex-

térieur; quand les réactionnaires de toutes nuances, légitimistes, orléanistes, bonapartistes se réunissent sous un drapeau commun, c'est un devoir pour tous les républicains sincères de serrer les rangs et de former une sainte-alliance.

En face de l'ennemi, tous les groupes divers du parti républicain doivent se rapprocher pour composer la grande armée de la démocratie.

Dans l'assemblée prochaine, il n'y aura que deux partis: le parti républicain et le parti des ennemis de la République. Entre les deux tout citoyen sera tenu de choisir; mais les nuances intermédiaires s'effaceront nécessairement.

La grande majorité des républicains est déjà socialiste; la minorité tend à le devenir et re- connaît, dès aujourd'hui, qu'il y a urgence à accomplir des réformes sociales.

Les amis de la Constitution viennent de faire un premier pas vers le socialisme. Voici leur manifeste :

« La lutte électorale est terminée. L'association démocratique des Amis de la Constitution y a pris une part active dans la mesure de ses forces et sous la dictée de sa conscience. Elle expliquera prochainement la ligne de conduite qu'elle a cru devoir suivre jusqu'ici, la ligne qu'elle suivra pour concourir au progrès social que promet la Consti- tution et d'où dépend le salut de la République dé- mocratique; mais la situation de la France vis-à- vis de l'Europe et du monde ne lui permet pas d'attendre un jour de plus pour jeter le cri d'alarme, le cri suprême de nos pères :

« CITOYENS, LA PATRIE EST EN DANGER ! »

» La lutte électorale est terminée en France.

» La lutte armée, la lutte prédictée par Napoléon mourant, commence en Europe.

» Il n'y a plus aujourd'hui que deux partis en Europe, le parti de la révolution et le parti de la contre-révolution; que deux principes, le principe démocratique et le principe despotique.

» Le temps des moyens termes et des hésitations est passé.

» La sainte-alliance ne délibère plus, elle agit; l'indépendance des nationalités est foulée aux pieds; les rois coalisés s'entraident partout contre les peuples, qui combattent, succombent ou triom- phent isolément; les armées russes, la grande ré- serve du despotisme, débordent sur l'Europe cen- trale: elles sont aujourd'hui sur le Danube; elles seront demain, elles l'espèrent du moins, sur le Rhin et sur les Alpes.

» Et cependant les armées de la France républi- caine restent immobiles, ou, si elles apparaissent sur un point de l'Italie, c'est pour attaquer, la rou- geur au front et le deuil dans l'âme, une républi- que sœur de la nôtre, au moment même où cette république est envahie par les bourreaux de la Lombardie.

» Il est temps de mettre un terme à cette situation monstrueuse. La France n'entend pas marcher, par le déshonneur, à la ruine de sa nationalité, but suprême de la sainte-alliance.

» Que tous les bons citoyens élèvent leur voix vers les représentants du peuple: qu'ils les pres- sent, qu'ils les conjurent d'entendre l'appel que la Providence adresse, une dernière fois peut-être, à notre patrie! Que l'opinion publique réclame, im- pose la cessation immédiate de la guerre fratricide que nous faisons à Rome, la protection de Venise, l'évacuation de l'Italie centrale par les Autrichiens, et, dans le cas où la Russie refuserait de rentrer dans ses frontières, l'intervention immédiate de la France en face de l'intervention russe! Si les Russes viennent, ce n'est pas en France que nous devons les attendre!

» Depuis trente-cinq ans, sauf quelques mois d'intervalle, la politique dominante en France a été la faiblesse au dehors, la résistance aveugle au dedans. Il est temps que notre politique soit force et action au dehors, paix et conciliation au dedans.

» Avant de marcher au combat, nos pères se remettaient réciproquement leurs offenses, suivant la parole de l'Evangile, et s'embrassaient en arri- vant sur le champ de bataille. Avant de tirer l'épée de 92 réconcilions-nous aussi, frères et concitoyens: que l'amnistie, si longtemps attendue, vienne en- fin effacer les derniers vestiges de nos guerres civiles; vidons les prisons politiques pour combler les vides de nos bataillons; qu'il n'y ait plus parmi nous ni vainqueurs ni vaincus: les bras des captifs de juin nous manqueraient au jour du grand com- bat.

» Vive la démocratie! vive la révolution européenne ! »

Le *National*, de son côté, qui jusqu'ici n'avait point voulu être confondu avec les socialistes, comprend qu'il est temps d'abandonner sa tac- tique d'isolement. Prochainement, il passera dans le camp de la République démocratique et sociale et viendra grossir notre phalange, en- traînant à sa suite tous les hommes qui avaient considéré la République comme le but suprême et qui sont forcés de reconnaître aujourd'hui qu'elle ne peut être autre chose qu'un moyen ou instrument de réformes sociales.

MANIFESTE DES TRIUMVIRS A L'ARMÉE FRANÇAISE D'ITALIE.

Soldats de la République française, pour la se- conde fois, vous êtes poussés, en ennemis, sous les murs de Rome, de la ville républicaine qui fut jadis le berceau de la liberté et de la grandeur militaire. C'est un fratricide qu'on vous impose. Si jamais il pouvait se consommer, ce fratricide serait un coup mortel porté à la liberté de la France. Les peuples sont solidaires. La République tuée chez nous serait une tache ineffaçable sur votre drapeau, un allié de moins pour la France en Europe, un ja- lon de plus sur la route de la restauration monarchi- que vers laquelle un gouvernement trompeur ou trompé pousse votre belle et grande patrie. Rome combattrait donc comme elle a combattu. Elle sait qu'elle combat pour sa liberté et pour la vôtre. Sol- dats de la République française! tandis que vous marchez contre notre drapeau tricolore, les Russes, les hommes de 1815, marchent contre la Hongrie et rêvent la France. A quelques milles de vous, un corps napolitain, que nous venons d'entamer, tient levé un drapeau de despotisme et d'intolérance. A quelques lieues de vous, sur votre gauche, une ville républicaine, Livourne, résiste en ce moment à l'invasion autrichienne. Là est votre place! Dites à vos chefs qu'ils vous tiennent parole. Rappelez- leur qu'à Marseille et à Toulon, ils vous ont pro- mis le combat contre les Croates. Rappelez-leur que le soldat français tient au bout de sa baïon- nette l'honneur et la liberté de la France.

Soldats français! soldats de la liberté! ne mar- chez pas contre vos frères. Nos batailles sont les vôtres. Que les deux drapeaux tricolores s'allient et marchent ensemble à l'affranchissement des peu- ples, à la destruction des tyrans! Dieu, la France et l'Italie béniront vos armes.

Vive la République française! Vive la République romaine!

Les triumvirs, C. ARMELLINI, A. SAPPÌ, G. MAZZINI.

Le correspondant du *Times*, qui, depuis le dé- barquement de nos troupes, suit pas à pas notre expédition d'Italie, annonce que l'enthousiasme a été immense dans l'armée en apprenant le vote par lequel l'Assemblée désavouait les actes du général Oudinot. Il raconte en ces termes l'arrivée des dé- pèches de M. de Lesseps au camp :

« Au moment de repartir pour le quartier-géné- ral, j'étais dans une salle d'auberge pour prendre quelques rafraîchissements; 30 à 40 officiers étaient à table; tout à coup, un de leurs camarades entre précipitamment et s'écrie: Messieurs! grande nou- velle! le but de notre expédition est changé. (Ap- plaudissements.) Nous allons maintenant défendre la République romaine. (Applaudissements prolongés, cris de vive la République.) Le maréchal Bu- geaud entre en Piémont. (Applaudissements.) Nous sommes à la guerre avec Naples et l'Autriche. (Applaudissements.) L'Assemblée nationale renvoie le ministère, la République française reconnaît la République romaine. (Applaudissements formida- bles.)

» Messieurs, je porte un toast à la République de France et de Rome! En un instant chacun était debout verre en main, on trinqua; le toast ayant été reçu avec acclamation, un cri de: *vive la Ré- publique!* partit de tous les cœurs. Aussitôt que le calme fut rétabli, l'officier dont je viens de parler, en réponse à toutes les questions qu'on lui adres- sait, expliqua que des dépèches, dans le sens des nouvelles ci-dessus venaient d'arriver; qu'il n'y avait aucun doute que l'Assemblée avait voulu faire respecter l'honneur national, et que le général Ou-

dinot avait reçu ordre de suspendre toute opération jusqu'à la nomination de son successeur.

« J'entendais de tous côtés des exclamations de ce genre : « Enfin l'heure est venue. » « Nous allons nous mesurer avec la Russie et Naples. » J'avoue que cette scène, aussi bien que des conversations que j'eus ensuite avec des officiers de différents corps, m'a convaincu que l'armée française est plus disposée à fraterniser avec la République romaine qu'à travailler à la restauration du pape. »

Nous publions la pièce suivante, qui nous paraît digne de toute l'attention de nos lecteurs :

Déclaration de la société démocratique de Iéna.

I

Nous nous prononçons en faveur d'une unité allemande, afin d'établir les bases de la souveraineté du peuple.

II

Nous voulons pour forme de gouvernement de cette Allemagne réunie, celle de la République démocratique, comme étant la seule qui nous présente la probabilité d'atteindre l'établissement de la souveraineté du peuple, le droit de tous au développement libre et indépendant de leurs facultés, et la possibilité de faire usage de ce droit, qui a été jusqu'ici un privilège réservé à quelques classes et à quelques personnes favorisées.

III

Nous nous prononçons pour le socialisme, non pas afin de parvenir par le partage ou la communauté des biens à l'égalité universelle, ou d'enrichir les pauvres aux dépens des riches, — mais parce que nous croyons du devoir du gouvernement de s'occuper de la question sociale, dans le but d'effacer toute différence entre les classes et d'assurer à chacun la possibilité de se développer, ainsi que le comporte sa dignité comme homme et comme citoyen, par l'émancipation du travail (esclave du capital) et par l'éducation de la nation entière sur un même plan.

IV

Nous demandons que les droits de la nation, comme les droits du gouvernement, se forment sur le principe de la souveraineté du peuple ; que l'alliance des peuples amis remplace celle des princes hostiles au peuple, de même que l'enthousiasme pour le perfectionnement de l'humanité remplace les haines nationales.

V

Nous nous engageons à établir et à propager ces principes de toutes nos forces, et à contribuer par tous nos efforts à leur prompt réalisation.

Le comité :

Rothe, Rollett, Hans, Benn Gottschaig, Lorg, Müller.

Iéna, avril 1849.

MANIFESTE DE BRUNSWICK.

« Nous, Nicolas 1^{er} ; etc., etc.

« Par notre manifeste du 14-26 mai de l'année dernière, nous avions informé nos fidèles sujets des malheurs qui avaient frappé l'Europe occidentale, nous déclarâmes en même temps que notre intention était de combattre nos ennemis en quelque lieu que cela fût et de protéger l'honneur du nom russe et l'inviolabilité de nos frontières, sans nous préoccuper de notre propre personne et dans une union indissoluble avec notre sainte Russie.

« Depuis lors, les troubles et les mouvements séditieux n'ont pas cessé dans l'ouest de l'Europe. Des tentatives coupables ont entraîné la foule crédule par l'illusion trompeuse d'un bonheur qui n'est jamais sorti de l'anarchie et de la licence ; elles se sont étendues jusqu'en Orient, dans les principautés de la Valachie et de la Moldavie, soumises au gouvernement turc. L'entrée de nos troupes et des troupes ottomanes dans ces provinces ont suffi pour rétablir la tranquillité et pour la maintenir.

« Mais dans la Hongrie et dans la Transylvanie, les efforts du gouvernement autrichien, divisés par une guerre sur un autre point avec des ennemis nationaux et étrangers, n'ont pu vaincre jusqu'à

ce jour la révolte. L'insurrection, soutenue par l'affluence de nos traitres de la Pologne de l'année 1831, et des renforts de transfuges et de vagabonds d'autres pays, a donné à la révolte une extension de plus en plus menaçante. Au milieu de ces événements funestes, S. M. l'empereur d'Autriche nous a invité à l'assister contre l'ennemi commun ; nous ne lui refuserons pas ce service. Après avoir invoqué le Dieu des batailles et le maître des bataillons, pour qu'il protège la juste cause, nous avons ordonné à notre armée de se mettre en marche pour étouffer la révolte et anéantir les anarchistes audacieux qui menacent aussi la tranquillité de nos provinces. Que Dieu soit avec nous, et personne ne pourra nous résister, nous en sommes convaincus. Tels sont les sentiments de tous nos sujets. Chaque Russe partage cet espoir, et la Russie remplira sa sainte vocation.

« Saint-Petersbourg, 8 mai 1849.

« Signé : Nicolas. »

EXPOSITION ET EXAMEN CRITIQUE DES DOCTRINES DE M. PROUDHON.

Première partie. — Exposition.

(Suite (1)).

Concluant sur un raisonnement sériel de Fourier lui-même, M. Proudhon dit :

« On voit, par cet exemple, que la série consiste à ramener à une vérité reconnue, prise, non comme principe, mais comme type ou premier terme, une ou plusieurs propositions douteuses, non pas à titre de conséquences, mais à titre d'espèces ou variétés. »

« Dans la série dialectique, les unités, très diverses quant à la matière ou à l'objet qu'elles représentent, sont en rapport d'identité quant à leur point de vue ; ce qui fait de cette série, toute abstraite qu'elle soit, la plus simple de toutes, et du calcul de ses unités, la plus facile des combinaisons sérielles. »

Le nombre des unités de la série dialectique est presque toujours illimité. M. Proudhon avait déjà remarqué plus haut la propriété qu'a la série d'embrasser sous une même amplitude un nombre toujours croissant d'unités ; il avait dit que cette propriété joue un grand rôle dans les sciences et les arts ; il avait dit enfin :

« C'est par une série de cette espèce que l'économie politique opérera la transition de notre société anarchique et subversive à une société régulièrement organisée. »

Mais la série dialectique est-elle bornée à un mode unique de formation ?

Outre la série simple, qui se forme en vertu d'un rapport d'identité, ou tout au moins d'équivalence, que l'esprit, d'un point de vue donné, découvre entre des choses d'ailleurs disparates et hétérogènes, il faut reconnaître une série composée.

« Lorsque les différents termes de la série résultent de la transformation successive de chacun d'eux ; ou, ce qui revient au même, lorsqu'ils sont fournis par les divers points de vue que présente un premier terme ; ou bien, enfin, lorsque que le point de vue et la raison sous lesquels on rassemble les unités sérielles sont multiples ; alors il se forme un tableau, une série composée de membres et d'organes, ayant des pieds, un centre, une tête ; il y a un SYSTÈME. »

Comme exemple de série composée, M. Proudhon cite, entre autres, la série des attributs de Dieu, dressée par Fourier, dont il dit que, le fond de la question réservé, elle est la plus belle synthèse théologique que l'on ait encore proposée ; il fait, du reste, ressortir cette supériorité par la comparaison des attributs de Dieu, d'après les philosophes et les théologiens.

« Il ne faut que deux termes pour former une série simple ; il n'en faut que trois pour former un système. »

Ici, j'insisterai sur une figure dialectique qui, outre la place qu'elle tient dans le chapitre actuel, jouera un rôle capital dans le système des contradictions économiques. « Elle consiste en ce que deux termes antithétiques étant donnés, il résulte de leur union un troisième terme différent des deux autres et les résolvant par une sorte de balance ou d'équation. »

(1) Voir les numéros des 1^{er}, 8, 15, 22, 29 avril, 6, 13, 20 mai.

« Les concepts d'unité et de pluralité joints ensemble produisent celui de totalité ; la réalité et la négation, balancées l'une par l'autre, donnent l'idée de trinité. »

« Lorsque la figure est régulièrement construite, que les deux premiers termes sont en opposition réelle et que le troisième les résout en une idée distincte, la démonstration est péremptoire : il y a trois termes corrélatifs, mais de chacun desquels la même chose ne peut être affirmée. »

« La synthèse ne détruit pas réellement, mais formellement la thèse et l'antithèse : ainsi, dans l'exemple qui précède (religion, philosophie ; — métaphysique), les objets de la foi ne sont pas niés, mais expliqués ; l'investigation philosophique n'est point supprimée, mais dirigée par la méthode. La méthode, en un mot, abolit la religion et la philosophie, non dans leur contenu, mais dans leur forme. »

« La synthèse n'est pas un juste milieu : on croit ou l'on nie ; on raisonne ou l'on s'abstient ; on sait ou l'on ignore. En religion et en philosophie, le juste milieu est une trahison : dans la science, c'est une absurdité. »

« La synthèse n'est pas non plus un éclectisme : elle ne consiste pas à souder la moitié d'une idée à la moitié d'une autre idée ; elle est la résolution complète et la combinaison intime de la thèse et de l'antithèse. »

« Ce que nous venons de dire sur la systématisation des séries peut donner une idée des grandes lois de la nature, et suffira pour l'intelligence des chapitres suivants. L'équation et la totalisation dans la diversité, c'est-à-dire la série, ses éléments et ses lois : tel est, en dernière analyse, le mystère de la raison et de l'univers. »

« D'après cet exposé, on comprendra, je l'espère, qu'un système de philosophie, de politique, de littérature ou d'art n'est point une chose arbitraire, une création de l'entendement.... Il en est, en un mot, de nos idées comme des corps inorganisés et des êtres vivants : soumises en elles-mêmes à un ordre naturel et déterminé et susceptibles, en outre, de se coordonner par l'influence respective de leurs éléments, et de servir tour à tour de point de vue et de raison, d'engrenage et de pivot, à une variété infinie de combinaisons et de systèmes. »

M. Proudhon conclurait volontiers de l'objectivité de nos idées que l'art sera traité un jour comme une science exacte, la composition artistique assimilée à la construction d'un navire, à l'intégration d'une courbe, à un calcul de forces et de résistances. Cette perspective lui plaît ; il y découvre une supériorité marquée ; mais il n'a que le temps d'entrevoir ce point de vue, armé de la dialectique sérielle, il faut combattre les sophismes, parcourir le champ des erreurs.

Je ne suivrai pas l'auteur dans ses critiques de raisonnements anti-sériels ou mal sériels ; il tend à faire la preuve par des exemples que toute erreur vient originairement ou de l'absence de la série, ou d'une violation de série ; cela résulte dogmatiquement de tout ce qui précède ; je passe la démonstration critique et ne m'arrêterai, un instant seulement, que sur l'appréciation de l'inégalité des conditions au point de vue transcendantal de la théorie sérielle.

J'ai déjà exposé les idées émises dans le premier mémoire sur la propriété, touchant cette question importante ; ici M. Proudhon prétend saisir le fait dans sa cause et en démontrer, *a priori*, l'illégitimité. Je viens d'insister assez sur le procédé sériel pour qu'il suffise de rapporter ici la conclusion du raisonnement de l'auteur :

« Puis donc que le progrès de la civilisation se résout essentiellement dans la perfection des méthodes et des instruments de travail, dans la réalisation facile et précise des idées par les organes, dans la soumission complète de la nature à la raison ; et puisque la raison est autant d'organes spéciaux de facultés équivalentes de la raison universelle. »

Le lecteur intelligent saisira l'ordre d'idées qui amène cette déduction.

« Mais les capacités seront-elles jamais parfaitement égales ? Demandons plutôt si les passions ne commettront plus d'écarts.... Je dis donc, et je puis le dire sans danger pour la liberté, que cette égalité absolue est peu probable ; il suffit, pour notre gouverner, qu'elle soit démontrée comme la norme et la condition de la société.... Nous verrons, plus tard, en cherchant les conditions du travail, quelle peut être la mesure de comparaison des capacités. »

A vrai dire, certaines parties des œuvres de M. Proudhon ne sont écrites que pour des esprits déjà

préparés par de solides travaux antérieurs; mon exposition, quant à ces parties, doit supposer le même développement de la part du lecteur: je n'ai donc point à établir ici l'importance capitale du problème de la certitude dans le domaine philosophique. Il est certain, d'ailleurs, que le rationalisme rigoureux de l'auteur ne peut se passer d'une solution de ce problème.

Point de philosophie qui n'ait eu sa base nécessaire dans une vue générale de l'entendement sous le rapport de l'origine et de la certitude des idées; bien plus, point de philosophie dont la nature, le caractère, les déductions ne soient virtuellement contenues dans la manière dont elle envisage ces questions. C'est pourquoi les dialecticiens du moyen âge, préluant à l'essor de la pensée moderne par de fiévreuses recherches sur le mécanisme de l'intellect, n'étaient certainement pas dans une voie stérile en elle-même: la preuve en est que le *réalisme* et le *nominalisme* existèrent avant eux, leur survécurent et ne disparaîtront que la question ne soit vidée.

Je regrette de ne pouvoir consacrer quelques lignes à ce dualisme persistant qui divise, d'une manière générale, les grands travaux de l'esprit humain, et se représente sans cesse sous les modifications qu'apporte le temps; mais cette vue a été à peine indiquée par M. Proudhon, et il ne convient pas, dans une exposition des idées d'autrui, de donner carrière à ses propres spéculations:

« Le problème de la certitude, autrement dit problème logique, ou problème de la légitimité absolue de la connaissance, se divise en deux: 1^o le problème de l'origine des idées; 2^o le problème de certitude ou de la conformité de la connaissance avec la réalité. On verra, en effet, que toutes les difficultés élevées contre la certitude absolue de nos jugements reposent sur l'ignorance où nous sommes de l'origine de nos idées; de sorte que, cette origine étant connue, le problème de la certitude est résolu. »

« Les idées se divisent en trois espèces :

» Idées particulières, intuitions, représentations ou images, données immédiatement par les sens ;

» Idées générales, ou universaux, formés par abstraction et généralisation, d'après les données des sens ;

» Conceptions, ou idées pures, qui ne semblent formées par ni par induction, ni par déduction, en d'autres termes, qui ne sont point abstraites ni généralisées d'après le rapport des sensations. »

M. Proudhon accepte ici la division telle que la donne l'état actuel de la question dans la philosophie.

Pour les idées de la première catégorie, point de difficulté; l'accord est unanime sur leur pure objectivité.

Quant aux idées prétendues formées par abstraction et généralisation, ne serait-il pas bien plutôt vrai qu'elles sont également objectives en nous par l'intuition ?

« Pauvre philosophe ! ne comprendrez-vous jamais que dans les objets qui affectent votre sensibilité vous ne percevez que des séries ? Que l'un, le particulier, l'individuel, vous apparaît dans les choses, non par le fait d'une matérialisation grossière, mais par le rapport qui groupe et totalise les unités sérielles, en forme des organismes et des agrégats ? Concevez-vous, enfin, que, comme un animal, une plante, un cristal sont des séries au même titre que les genres et les espèces zoologiques et botaniques, pareillement ces genres et ces espèces sont des individualités au même titre que cet animal, cette plante, ce cristal ; et que toute la différence entre les unes et les autres est dans l'essence de leurs unités intégrantes, dans le point de vue et la raison qui les associent, dans l'intervalle qui les sépare ? Que parliez-vous d'idées simples et d'idées générales ? Rapprochez donc par la pensée ce dont votre main ne peut saisir le lien ; rassemblez en une case ces êtres si distants pour vous dans l'espace ; groupez-les comme en un polypier, et vous retrouverez cette unité, cette individualité objective, que votre esprit, plus prompt que votre œil, et depuis longtemps aperçue, et que vous nommiez idée générale. Car l'unité ne vous est percevable que dans la série : il ne vous est pas donné de la découvrir ailleurs. La série est tout à la fois unité et multiplicité, particulier et général : véritables pôles de toute perception, et qui ne peuvent exister l'un sans l'autre. »

En un mot, les séries ont une existence réelle, et les idées générales, les *universaux* résultent immédiatement de l'intuition des séries.

« Les concepts sont des perceptions, non plus de la totalité sérielle, mais des lois, des formes et des éléments de la série. C'est une classe de *séries logiques*, ayant pour objet de désigner dans le discours, non plus le *matériel*, mais le *formel* des séries. »

Ainsi, de même qu'une série se compose d'unités qui peuvent être considérées en général ou en particulier, et du rapport de ces unités entre elles; de même les idées proviennent de la représentation objective d'une unité sérielle, de l'ensemble des unités sérielles ou des rapports divers qui sérient les unités: d'où idées particulières, idées générales, enfin, concepts, pour comprendre dans notre explication l'entendement sous la classification même des psychologues.

Or, si l'idée de série est une idée toute d'expérience, il faut avouer que les idées des éléments et des lois de la série sont aussi d'expérience, par la raison décisive que ce qui est vrai du tout, est vrai de chacune des parties, ce qui est vrai du système est vrai, à plus forte raison, du principe. »

Je ne puis me laisser entraîner par les arguments pleins de force et de justesse, par l'analyse profonde qui soutiennent la thèse de l'auteur; et précisément là où il y aurait trop à dire, il faut se borner avec rigueur: or, tout le paragraphe intitulé: *Solution du problème de la certitude* mériterait d'être cité et médité avec le plus grand soin; je transcrirai pourtant encore un passage, en voyant M. Proudhon conclure sur l'idée de substance et l'idée de cause, le lecteur pénétrera davantage dans l'esprit et la portée de sa théorie.

« En résumé, l'esprit, en parcourant la chaîne des séries, soit fixes, soit fluentes, passe continuellement de l'intelligible à l'Inintelligible, de l'idée à la sensation, et *vice versa*. Ce qui donne lieu à l'idée se nomme rapport, loi, groupe ou série; ce qui produit la sensation est simplement matière, élément ou substance, moment ou cause. Or, comme il est un terme où l'analyse des formes et des phénomènes est forcée de s'arrêter, où, par conséquent, la sensation ne fournit plus rien à l'esprit et n'est la source d'aucune idée, on a donné à cette sensation, radicalement obscure, inintelligible, indémontrable, négative, les noms abusifs d'*idée de substance* et d'*idée de cause*. Et lorsqu'à cette qualification d'idée on eut substitué celle plus logique de *concept*, comme les concepts de substance et de cause ne répondaient à rien d'appréciable à la raison, puisqu'ils sont la négation de toute série ultérieure, — négation de forme, non d'objet, — au lieu de dire que ces concepts étaient la sensation, non suivie d'idée, des réalités extérieures, on affirma qu'ils étaient des idées pures, des formes non empiriques de l'entendement. Ainsi, au lieu de dire avec Hume: la sensation ne suffit point à expliquer l'idée de cause, donc cette idée ne correspond à rien de réel, nous dirons, nous: l'idée, ou plutôt le concept de causalité n'est qu'une sensation; et c'est pourquoi ce concept est intelligible, inexplicable. »

Le problème de l'origine des idées étant résolu dans le sens général de l'objectivité par la série, le problème de la certitude est bien près de l'être également. Je me permettrai ici de préciser les idées de l'auteur en les résumant.

Qu'est-ce qui produit la certitude scientifique, la seule admissible aujourd'hui ? Rien autre chose que la vérification expérimentale. Quelle est la condition suffisante et nécessaire de toute vérification, si ce n'est qu'il y ait comparaison possible ? Or, si dans l'hypothèse de l'origine subjective des idées on ne pouvait, en quelque sorte, les mesurer avec rien, dans la théorie contraire, n'est-il pas vrai qu'on puisse toujours les rapporter à leur type, et que, par l'étude du type, on puisse toujours prétendre acquiescer certainement l'idée correspondante ? Un simple coup d'œil sur les sciences manifeste la justesse de ce point de vue; elles ne font autre chose qu'étudier les types divers, et se forme des idées *pareilles*: donc, enfin, le *critérium de certitude* est trouvé; il consiste dans le rapport constant d'égalité qui doit unir les idées aux phénomènes qui les suscitent.

Ainsi disparaît définitivement le scepticisme, à moins qu'il n'entreprenne de nier la certitude dans les phénomènes eux-mêmes; mais cela n'est pas à craindre, parce que le scepticisme, qui fut une protestation constante et légitime contre l'erreur, se retire devant chaque pas de la vérité à laquelle il rendit toujours hommage par le côté critique qui le caractérise, et parce qu'enfin il ne serait pas

permis à l'abus individuel de l'intelligence de former, sans but et sans moralité, un parti contre l'intelligence elle-même.

GILBERT VILLENEUVE.

(La suite à un prochain numéro.)

LE COUP DE MAIN DU 28.

Le 18 brumaire de Napoléon II est toujours annoncé pour le 28, ce soir ou demain matin, sans remise. C'est M. Changarnier qui doit jouer le rôle d'Augereau dans la nouvelle pièce.

On commencerait par se faire acclamer à Versailles par deux ou trois régiments de grosse cavalerie; on espère que l'acclamation se propagerait de proche en proche, de Versailles au Champs-de-Mars, à l'aide des romains embrigadés et payés pour faire office de conducteurs d'enthousiasme. Dans le Champs-de-Mars se tiendrait prête la masse des bataillons fidèles qui se chargeraient d'aplanir les voies à l'héritier du nom et du titre de l'empereur et de le conduire en grande pompe au palais des Tuileries, rendu enfin à sa destination normale. Quelques amis officieux auraient soin de fermer en passant les portes de l'Assemblée nationale et d'en serrer les clefs, pour empêcher les curieux d'y entrer. L'empire restauré par la puissance des baïonnettes, on avisait à fructifier les députés de la Montagne et les écrivains socialistes les plus compromis; on annulerait les dernières élections, et on ajournerait à quelques mois les prochaines, pour habituer le peuple à se passer de pouvoir législatif, comme du temps de l'autre. Le gouvernement nouveau serait immédiatement reconnu par tous les souverains absolutistes. La France nagerait avant peu dans un océan de délices.

Il ne manque jusqu'ici, pour la mise à exécution du programme impérialiste, que le concours de la garde nationale de Paris, des trois quarts de l'armée, de l'Assemblée nationale et du peuple. On compte remplacer le dévouement de tout ce monde par celui des chasseurs de Vincennes, qui sont des tireurs exercés, munis d'armes supérieures et qu'on fait revenir à toute hâte de Strasbourg et de Metz.

Pour faire tomber tous ces bruits ridicules, qui ne laissent pas que d'agiter les esprits de la population, l'Assemblée nationale a résolu de se constituer en permanence de samedi soir à lundi matin, de manière à ne laisser aucune lacune entre la mort de la Constituante et la naissance de la Législative.

On sait que les casse-cou politiques jouent volontiers leur va-tout sur ces intermittences.

On parle aussi, comme moyen de déjouer les tentatives des factieux, d'une revue solennelle des troupes et de la garde nationale, que l'Assemblée nationale convoquerait dimanche pour adresser au peuple ses adieux.

LA GUERRE.

Après six mois d'existence du gouvernement présidentiel, la France en est arrivée à se demander si ceux qui la gouvernent sont avec les Cosaques contre la liberté européenne, ou bien contre les Cosaques avec les peuples libres. Pour que le gouvernement issu de la révolution dernière autorise le peuple français à se poser cette question, il faut qu'il ait fait en peu de temps bien du chemin en arrière. Nous prévenons charitablement la camarilla de l'Élysée, que les gens qui marchent trop vite à reculons sont en danger de butter contre une pierre et de se casser le cou.

Nous attendrons jusqu'au dernier jour pour croire que le gouvernement de la République française ait promis son concours à la coalition des despotes; car ici la trahison se compliquerait de folie.

La Russie, la Prusse et l'Autriche n'arment, en effet que contre la France. La nouvelle coalition de Pilsnitz ne considère les insurrections de Hongrie, d'Italie, d'Allemagne que comme des accidents du grand drame révolutionnaire qui trouble l'Europe depuis soixante ans. Le foyer de toutes ces agitations est en France. Paris est le volcan dont les éruptions périodiques bouleversent les Etats. Paris est le cratère en ignition permanente qui vomit sur toutes les contrées voisines la lave incendiaire des révolutions. Anéantir Paris, tarir les révolutions à leur source, tel est, depuis soixante ans, le rêve des despotes; et nos fils d'émigrés, nos traitres de l'intérieur, les blancs et les fédéralistes vouent, avec autant de rage que l'Autriche et la Russie, Paris à l'extermination.

Or, supposer que la coalition, victorieuse des rébellions de Hongrie, d'Italie et d'Allemagne, s'arrêtera au beau milieu de son œuvre, respectera la rébellion française et laissera Paris debout, c'est supposer que ce sont aussi des écrivains et des fous qui président là-bas aux conseils des puissances, et rien n'a justifié jusqu'à ce jour une semblable supposition.

L'attitude de Nicolas, au contraire, est fière et menaçante et son langage clair et loyal. C'est le successeur d'Attila, c'est le barbare envoyé de Dieu pour punir les crimes de la France et qui ne veut pas non plus que la liberté germe où ses soldats auront passé. C'est le chef de la religion qu'anime l'Esprit-Saint et aussi le chef des guerriers dont la droite est armée du glaive. C'est le pape et l'empereur; c'est l'incarnation de tous les despotismes sous lesquels les peuples ont gémi jusqu'à ce jour; c'est le champion du vieux monde adressant le cartel de mort au champion du monde nouveau, à la révolution française.

Et les malheureux qui voudraient empêcher la France d'accepter le cartel sont des lâches ou des fous qui ne connaissent pas la France et que la France va renier pour la troisième fois.

COURRIER DE LA SEMAINE.

Rien ne réussit comme le succès. Je conçois parfaitement que Faustus Sylla et le vrai Napoléon aient mieux aimé, de leur temps, passer pour heureux que pour habiles.

Depuis qu'il est avéré que nous sommes un peu plus de 37,000 socialistes en France, ce qu'on rencontre dans les rues d'individus de cette opinion est inimaginable. Il en pousse à travers les jointures des pavés; il en suit à travers les murailles des arrière-boutiques d'épicerie. C'est à qui se dira et se fera socialiste.

On nous a offert tout récemment, à mes amis et à moi, des sommes fabuleuses pour professer le socialisme en province et même à l'étranger. Nous enseignions gratis et depuis longues années la doctrine au café de la République; le nombre de nos auditeurs s'est tellement accru depuis quelques jours, que nous avons été forcés de refuser des cartes aux nouveaux, ce qui a contrarié une foule de savants avides de s'instruire. La rapidité d'invasion de cette peste tient véritablement du prodige. Tel qui s'endort réac se réveille démoc-soc.

Le mot impossible n'est pas socialiste. Le socialisme a parié de peupler de spectateurs innombrables les muettes solitudes de l'Océan..... Il y a réussi!

J'ai failli vendre, en un seul jour, 1,500 exemplaires de ma brochure intitulée: *Travail et faim*, un opuscule écrit de la bonne encre, dont la modestie me défend de dire tout le bien que j'en pense, mais que le public désireux de connaître ne saurait trop acheter. Prix fort: 25 centimes.

Vous vous souvenez comme ces pauvres socialistes étaient obligés naguère de se déguiser en prêtres et en sous-officiers pour faire de soi-disant banquets de prêtres et de sous-officiers socialistes; la mode est renversée: c'est tout le monde maintenant qui se déguise en socialiste pour faire n'importe quoi, profession de foi ou banquet.

La feuille de Dorival elle-même, qu'on eût pu croire munie d'un préservatif efficace contre le fléau, la *Patrie* a eu un accès de fièvre socialiste qui n'a pas duré moins de trois jours et pendant

lequel son imagination en délire a emporté sa raison à travers les plus extravagantes utopies. Savez-vous le moyen adorable que la *Patrie* a trouvé pour faire pièce aux socialistes et les empêcher de crier? Je vous le donne en mille..... La *Patrie* a proposé au gouvernement actuel d'opérer immédiatement toutes les réformes financières, agronomiques, commerciales que réclament les socialistes; car ce qui fait la force du parti socialiste et sa supériorité sur nous, a écrit la *Patrie*, c'est qu'il a une idée. Volons au parti socialiste son idée et nous le tuons raide.

A l'appui de cette théorie perfide, le *Sinon* de la *Patrie* a cité l'exemple de l'infortuné Samson, à qui sa maîtresse Dalila déroba toute sa force en le coiffant à la Titus.

Il me paraît impossible que des arguments de cette valeur n'aient pas porté la conviction dans l'esprit de tous les marchands d'écus et de tous les avoués qui font leur lecture favorite du journal de Dorival. C'est pourquoi je m'attends à voir, avant huit jours, tous les juifs de Paris se coaliser contre l'usure, et les notaires, les avoués et les huissiers faire chorus pour demander la suppression de l'hypothèque, la poule aux œufs d'or de la chicane..... Et il est certain que si les choses se passent ainsi, les socialistes, qui sont loin de prévoir ce coup de Jarnac, seront passablement attrapés. Si la tactique est machiavélique, du reste, le procédé est de bonne guerre, et je ne sais pas jusqu'à quel point Gribouille, qui avait l'habitude de se mettre dans l'eau pour éviter d'être mouillé, pourrait disputer la palme de la rouerie à Dorival, réalisant tous les projets des socialistes pour faire bisquer iceux.

Et cependant, un homme envoyé de Dieu est venu qui s'est trouvé à la fois et plus amusant que Dorival, et plus retors que Gribouille: je veux parler de feu Chambolle, ex-rédacteur en chef de défunt le *Siècle*, cette girouette à cresselle dont Barrot était le vent. Dorival se bornait à nous voler notre brevet de réformes pour l'exploiter en notre lieu et place et pour accaparer à lui seul le bénéfice de l'exploitation. Chambolle ne s'en tient pas à cette substitution; il veut que les socialistes soient contraints de travailler avec lui au triomphe du socialisme. Il prend d'abord la croix pour marcher à la délivrance du travailleur opprimé par le capital, et menace de nous traiter de renégats, si nous n'arborons pas la sainte bannière avec lui. Ne nous menacez pas de votre courroux, feu Chambolle, nous ne demandons pas mieux que de marcher, sous les ordres de n'importe qui, au renversement de l'usure. Vous dites vrai, nous sommes engagés et nous ne saurions reculer sans honte. Pourvu que ce ne soit pas vous qui ayez peur le jour de la bataille et qui passiez le premier à l'ennemi.

Quand l'épidémie désastreuse dévastait d'aussi puissantes cervelles, à plus forte raison devait-elle perturber l'esprit des créatures inférieures.

J'ai déjà parlé de la manifestation socialiste des pigeons ramiers du Luxembourg, qui ont déserté en masse ce séjour magnifique, depuis que le palais a été transformé en caserne et les quinconces du jardin en terrain de manœuvres. Ce n'est point un caprice, comme la réaction voudrait le faire croire, mais bien une raison de haute politique qui a contrainst les ramiers en question à quitter ces beaux lieux.

Les ramiers sont les oiseaux chéris de la Vénus fidèle, de nobles et élégantes créatures qui admettent, avec les socialistes de la meilleure école, que le bonheur est la destinée de tous les êtres, et que le bonheur est d'aimer.

Les ramiers sont des utopistes effrénés qui s'imaginent que le printemps est la saison d'aimer, que les voutes des marronniers ne se couvrent de feuillage et de fleurs que pour donner abri aux amours des oiseaux et protéger en même temps de leur ombre les couples solitaires. Et comme ils s'étaient laissé dire que cette promenade du Luxembourg était le rendez-vous habituel des étudiants et des grisettes, une race de beautés chère entre toutes à la déesse leur reine, ils avaient fait élection de domicile aux hautes branches des acacias, des marronniers et des ormes du jardin du midi. Et longtemps ils vécurent heureux au sein d'une atmosphère aromatisée d'amour, paisibles spectateurs des jeux et des rires enfantine.

Mais bientôt l'or du banquier d'outre-Seine corrompit la grisette, et la race d'élite disparut sous la dent du minotaure. Alors l'affection du ramier se détacha peu à peu des allées maternelles; et chaque jour la maladie de l'émigration produisait quelques vides dans les rangs de la colonie affligée. Et un jour de cette année qu'ils virent envahir par

les pantalons rouges les plus sombres allées du parc et qu'ils entendirent le commandement *portez armes* remplacer les éclats de la joie enfantine si sympathique à leurs âmes, ils prirent tous leur essor vers la forêt lointaine. Ils attendent là-bas que le socialisme triomphe, pour rendre au jardin du peuple-roi ses parures naturelles de jeunes filles et ses oiseaux de Vénus.

Vous avisez, quelquefois, dans la région des nuages, à la hauteur de l'Observatoire, du Panthéon et de Saint-Sulpice un de ces rapides voiliers de l'air qui tournoie mélancoliquement au-dessus des massifs de verdure du jardin Médicis et s'abat tout à coup sur les combles du palais. C'est un des messagers que députe vers la contrée natale la colonie d'exil, pour voir si le règne du socialisme et des amoureux s'avance et si celui des vieux est fini; pour demander quand se rouvriront à leur impatience les portes bienheureuses de leur paradis perdu. Le voyageur s'arrête là juste le temps de lustrer son plumage et de replier ses ailes; il mouille son bec aux flaque de la large gouttière, détache de la dalle humide quelques efflorescences de salpêtre, et penche son long col au-dessus des fenêtres, comme pour interroger les mystères de l'intérieur. Et puis, apercevant sous les lambris dorés le pioupiou occupé à astiquer sa giberne ou à lancer dans l'air des bouffées de féfide caporal, il gémit et s'indigne, et prend son envolée, jetant un regard d'adieu aux fleurs bleues des paulonias, aux grappes jaunes des cistyses, et, frôlant en passant les touffes odorantes des épinières blanches et roses et des derniers lilas, comme pour emporter sur ses ailes les senteurs de la patrie aimée. Et moi qui suis le seul, peut-être, à savoir la mission et le secret des douleurs du messager d'amour, moi seul sympathise à sa peine et l'accompagne, à son départ, d'un adieu sympathique.

La disparition des pigeons ramiers du Luxembourg n'a pas même un seul instant préoccupé les édiles de la cité parisienne. On leur dirait que la même manifestation vient d'avoir lieu aux Tuileries, qu'ils ne s'en inquièreraient peut-être pas davantage. Alors, pourquoi payer si cher le service de cette éditité qui ne comprend pas que les pigeons ramiers des Tuileries sont une des gloires artistiques de la cité-reine, et qui a manqué à son premier devoir en ne faisant pas tout ce qu'elle devait faire pour prévenir la désertion fâcheuse que j'ai osé signaler.

Beaux oiseaux bleus, couleur d'amour, douces palombes, si purs emblèmes de la fidélité conjugale et de la tendresse maternelle, ceux qui vous traitent ainsi sont les mêmes qui se disent les défenseurs exclusifs de la famille et des bonnes mœurs! Hypocrite et menteuse assertion que contredisent tous leurs actes.

Beaux oiseaux bleus, un peu de patience encore; car voici que la religion d'amour gagne et proclame la fin du règne des haineux et l'abolition du pantalon garance. Un peu de patience, et d'ici à quelques mois ne quittez pas l'ombrage protecteur de la forêt lointaine; attendez que nous en ayons fini avec un tas de souverains rebelles qui ont osé lever l'étendard de l'insurrection contre leurs peuples, et qui sont cause que les pioupiou occupent encore dans les jardins publics les allées réservées aux couples amoureux.

Mais le pigeon ramier n'est socialiste que par amour; le pigeon ramier est une créature faible qui ne pouvait protester que par un refus de concours contre le régime de la culotte de peau. Il n'en a pas été de même du socialisme du chien.

Le chien, qui est le tuteur de l'homme et qui désire naturellement le bonheur de son pupille, a mordu au socialisme avec un entraînement sans égal. Il n'a pas fait comme le pigeon, qui s'est éloigné de la lutte, il s'est jeté dans la mêlée comme un lion. Le chien s'est souvenu que du temps des querelles religieuses du dix-septième siècle, il avait pris parti pour Blaise-Pascal contre les jésuites, colportant en tous lieux les fameuses Provinciales, et il est resté fidèle à la cause de ses pères. Il en est des animaux comme des hommes; les plus intelligents, l'abeille, le castor, l'hirondelle, le chien d'arrêt, sont toujours plus ou moins socialistes; mais, de tous les chiens que j'ai aimés, Castagno, mon braque vendéen, est celui qui m'a paru pousser le plus loin le dévouement à l'idée.

Castagno se faisait remarquer, dès l'âge le plus tendre, par l'exagération de ses principes politiques. On ne lui eût pas fait donner la patte à un intrus qui n'eût pas prononcé préalablement le mot de passe: *Et sociale!* Nous l'avions vu plus d'une fois, dans des discussions orageuses, se lever tranquillement de son fauteuil pour aller chercher le

chapeau du monsieur qui ne partageait pas ses principes et le lui offrir poliment en lui indiquant le chemin de la porte. Mais ce n'étaient là que les préludes des actes glorieux qui devaient illustrer sa carrière. Faut-il que je vous dise toute la vérité : Castagno a été, dans ces derniers temps, l'un des agents les plus actifs de la propagande socialiste qui s'est faite dans les rangs de l'armée.

Le 29 janvier, jour pour jour, Castagno délogeait, sans m'en prévenir, des bureaux du *Travail affranchi* pour s'enrôler dans un régiment d'infanterie de ligne accusé de tiédeur.... Quinze jours après, le régiment de Castagno recevait l'ordre de quitter la capitale.

Pourquoi cela ? parce qu'à la revue des chaussures du dit corps, on avait trouvé des titres du journal *le Peuple* dans tous les souliers des soldats !

Que voulait dire cette profusion de titres séparés du corps du journal ? qui s'était fait le distributeur de la feuille de peste ? Castagno va nous répondre.

A peine enrôlé dans le corps, Castagno avait travaillé activement à se concilier la bienveillance de tous les corps-de-garde ; il y avait réussi sans peine, à l'aide de ses façons engageantes et de sa conversation spirituelle. Une fois connu de sa troupe, il s'était mis en relation avec un établissement de distribution gratuite du *Peuple*, et, pendant quinze jours, n'avait fait autre chose que le voyage de la boutique aux corps-de-garde et à la caserne, offrant à chaque pantalon rouge et déposant partout les exemplaires de son journal ; et comme la rue de Poitiers lui faisait une concurrence désastreuse par ses distributions d'*Assemblée nationale* et autres contre-poisons de même farine, il avait conseillé aux soldats de couper la tête à tous les exemplaires du *Peuple* et d'adapter ensuite au journal décapité le titre du journal bien pensant. Or, ce système infernal réussit à merveille et permit désormais aux jeunes cathécumènes de l'armée de s'inoculer à longs traits le poison socialiste, avec la permission de M. le colonel et des autorités constituées. De là l'explication des entêtes du *Peuple* trouvées dans tous les souliers des proupiers. Il faut entendre la bête scélérate raconter sa pousse historique d'amusants détails dans un cercle d'amis.

Le régiment est parti pour la Bourgogne. Six semaines après son installation dans le pays, les élections avaient lieu. Le département où Castagno a voté n'a donné que douze socialistes sur douze candidats à élire. Nous avions annoncé d'avance ce résultat.

Une chose pénible pour l'orgueil de l'espèce humaine est de comparer l'intelligence de certaines bêtes avec l'esprit de certains hommes, quand le résultat de la comparaison n'est pas en faveur des derniers. La comparaison de la conduite du *Constitutionnel* avec celle de Castagno, dans les élections dernières, n'est pas à l'avantage de l'organe de la France pectorale.

Le *Constitutionnel* avait eu le tort d'affirmer précédemment que le nombre des socialistes ne s'élevait pas à plus de 37,000 en France. Or, le résultat des élections ayant prouvé que le chiffre de ces socialistes était de 130,000 pour Paris seulement, l'infortuné journal n'a pu supporter cette brutale rectification de calcul avec toute la philosophie que recommandent les écrits de l'école stoïcienne. La faible dose de raison que l'âge avait laissée intacte au fond de son cerveau a été bouleversée par le choc de ce chiffre imprévu. Des paroles sans suite s'échappent de ses lèvres depuis le jour du scrutin ; ses regards, troublés par la peur, sont devenus inhabiles à lire les caractères imprimés, et il lui est arrivé d'écrire le *Moniteur prussien* pour le *Moniteur parisien*, sans aucune intention d'épigramme. Les médecins commis à la garde du *Constitutionnel* l'ont entendu se tenir à lui-même d'incohérents discours dans le silence des nuits et s'écrier parfois d'une voix lamentable : *Boichot, rends-moi mes légions !...*

Je sens mon âme s'attendrir et mes yeux s'humecter de pleurs au récit d'une si douloureuse infortune. *Quis talia fando. Myrmidonum....*

Je dois dire néanmoins que Castagno eût dissimulé plus habilement l'insuccès. J'ai vu plus d'une fois Castagno me rapporter des perdreaux ou des cailles quand j'avais manqué ma bécassine ou ma tourterelle, et me soutenir *mordicus* à moi-même que le gibier qu'il me rapportait était celui que j'avais tiré. Impossible de forcer Castagno de convenir d'une défaite en public.

Ce qui aggrave considérablement l'infortune du *Constitutionnel*, c'est que sa folie paraît contagieuse au premier chef. Le bruit courait, en effet, ces jours-ci, que le petit Thiers, une des victimes

les plus maltraitées du suffrage universel, en voulait appeler à Nicolas de Russie de la sentence du peuple français ; et vous pouvez rencontrer à chaque minute, sur le boulevard voisin de l'Opéra et ailleurs, une multitude de bons bourgeois chauves qui cherchent à s'arracher les cheveux avec les contorsions les plus inefficaces et les plus désespérées. Il y en a qui lancent leur exemplaire du *Constitutionnel* vers les astres, à la manière de Julien l'Apostat, en s'écriant : Ledru-Rollin, tu as vaincu. Le plus grand nombre semblent se promener poursuivis par un songe, ou plutôt par un spectre, un spectre vêtu de rouge, qui leur présente à tous, gravé sur son sternum en caractères de phosphore, le chiffre impitoyable cent trente mille !

Cent trente mille ! c'est bien là en effet le chiffre des socialistes de Paris qui ont pris la peine de voter. Seigneur, ayez pitié des pauvres abonnés du *Constitutionnel*, et détournez de leur pensée ce total d'amertume !

Mais que diable aussi le *Constitutionnel* s'avait-il de publier des romans et des feuilletons socialistes, s'il considérait le socialisme comme l'abomination de la désolation prédite par le prophète Daniel. Vous n'avez que ce que vous méritez, mon brave ; vous avez commis la sottise de réchauffer dans votre sein deux serpents, et vous vous plaignez qu'ils vous mordent ; vous n'êtes pas dans votre droit.

Un caricaturiste que j'estime a dessiné sur cette position intéressante mais ridicule du *Constitutionnel* un apologue plein d'esprit. Il a représenté le journal de M. Véron sous les traits d'une forte dinde qui couve plusieurs œufs. On voit deux de ces œufs éclore : de l'un sort le roman ultra-socialiste d'Eugène Sue, les *Mémoires d'un Enfant trouvé* ; de l'autre une série de feuilletons antimonarchiens de Thoré. Anastasie Pipelet avait raison de le dire : les hommes sont bien méchants.

Pendant que le *Constitutionnel* invective le socialisme et accuse les dieux, le gouvernement tente de louables efforts pour favoriser le progrès de l'épidémie. Le gouvernement a juré de ne se retirer des affaires qu'après avoir converti toute la France à la religion nouvelle, et il est en bonne voie. Fasse le ciel qu'aucune catastrophe n'arrête le succès de ses plans.

Il avait suffi au maréchal Bugeaud de deux mois de séjour et de prédication à Lyon pour convertir au socialisme, non-seulement tous les habitants de cette cité populeuse, mais encore tous ceux des contrées adjacentes. Le gouvernement a voulu récompenser tant d'habileté et de succès par le seul prix qui en fût digne, par le titre de premier ministre. Bravo le gouvernement ! Tout porte à croire que nous serons 230,000 socialistes à Paris, aux prochaines élections.

M. Léon Faucher avait travaillé aussi très efficacement au succès des doctrines socialistes, en faisant semblant de les persécuter. M. Léon Faucher est un grand socialiste méconnu, qui savait fort bien ce qu'il faisait en fermant les clubs. Les clubs sont les soupapes de sûreté de la vapeur socialiste ; fermez-les, vous provoquez l'explosion. Jamais M. Léon Faucher n'a eu d'autre but que celui-là en prohibant les clubs. M. Léon Faucher avait eu des malheurs en cour d'assises parlementaires, où il avait encouru une légère condamnation pour crime de faux en écriture télégraphique. Le gouvernement a pensé avec raison qu'une semblable peccadille ne pouvait effacer le souvenir des immenses services rendus par l'ex-ministre de l'intérieur à la cause du progrès, et en faveur de cette dernière considération, il lui a rendu son estime. Léon Faucher a été appelé à prêter le secours de son éloquence entraînée et sympathique à la forte volonté du maréchal-duc. Celui-ci sera l'essieu du char gouvernemental, celui-là le sain-doux qui l'empêchera de glisser.

Qui dit Léon-Faucher dit Falloux et Buffet, et aussi Bergamotte, à moins toutefois que les chagrins d'amour ne contraignent Bergamotte à se retirer sous sa tente et à abandonner quelque temps la scène politique aux insultes des Troyens.

L'histoire de ces chagrins d'amour n'est que trop vraie, hélas ! et le corset, le faux toupet, la pomme et la gloire ne sont pas des armures impénétrables aux traits de Cupidon. Bergamotte en fait aujourd'hui à ses frais la triste expérience. Tel se rit des fureurs de Mars et caracole sans pâlir devant les canons ennemis, qui mollit comme cire au feu des beaux yeux d'une cassette du faubourg Poissonnière. Je tremble que l'amour, qui perdît Troie et une foule d'autres villes, n'apporte à la

constitution du ministère sauveur d'invincibles obstacles.

Heureux ministère sauveur, dont la venue est attendue avec la même impatience par les blancs que par les rouges ! Bizarrerie étrange et qui atteste le déluge d'anarchie intellectuelle dans lequel la France est plongée.

Les rouges se disent, en effet, s'appuyant sur l'histoire de la révolution française, que les coups d'Etat sont les dernières convulsions de l'agonie des gouvernements impossibles. Voilà pourquoi le *Travail affranchi* attend le coup d'Etat présidentiel avec le même stoïcisme que l'*Assemblée nationale*.

L'*Assemblée nationale* est un journal désopilant outre mesure, et qui ne peut avoir été créé que dans le but unique de faire mourir tous les socialistes en riant. L'*Assemblée nationale* s'acquitte de cette mission avec un zèle consciencieux. Son imagination trop féconde invente chaque jour un complot fantastique qu'elle met charitablement sur le compte du parti socialiste. Tantôt les socialistes ont formé le projet de brûler toutes les études de notaire, afin de détruire tous les titres de propriété ; tantôt les mêmes éprouvent un besoin indicible de se livrer à quelques heures de pillage et de robes de soie. C'est à l'*Assemblée nationale* qu'appartient cette délicieuse appréciation du vote de la Constituante, qui supprime l'impôt des boissons. « La Constituante, dit-elle, vient de décréter le droit d'ivresse, digne pendant du droit au travail. » Il y a un droit qu'aucune personne sensée ne sera tentée de refuser à la rédaction de l'*Assemblée nationale*, le droit d'entrée en libre pratique à l'hospice des incurables, sinon à celui de Charenton.

En attendant la venue du ministère Bugeaud, la Constituante s'amuse à se souvenir du peuple et à faire enrager le ministère Barrot. Jamais lutte d'athlètes vigoureux et dans la force de l'âge, ne dépassa en actes d'énergie cette lutte d'agonisants. La Constituante n'a pas eu de peine à retrouver un peu de patriotisme à la fin de sa carrière ; elle en avait tant économisé dans le reste de sa vie. La Constituante, qui n'a songé que fort tard à alléger les charges de l'impôt public, n'a pas voulu, du moins, emporter dans la tombe la honte de la solidarité de la politique présidentielle. Elle a protesté, par un blâme énergique, *in articulo mortis* contre la politique qu'un de ses opérateurs a qualifiée de *politique de lâcheté et d'astuce*. Ce pauvre M. Barrot a vivement imploré la pitié de ses collègues, les suppliant, les mains jointes et la larme à l'œil, d'épargner à son front dévasté le stigmate de la flétrissure solennelle. Ses collègues ont été inflexibles ; ils ont décidé implicitement que le gouvernement actuel avait fait cause commune avec l'absolutisme, en envoyant une expédition contre la République romaine, et en ne s'opposant pas à l'intervention des Russes en Hongrie. Le gouvernement flétri a répondu, par la voix de ses séides, qu'il se souciait de la flétrissure de l'*Assemblée* moribonde autant qu'un poisson d'une pomme, et il a déclaré vouloir persévérer dans ses voies.

L'*Assemblée*, qui a voté l'élection du président par le peuple dans un moment de faiblesse, est unanime en ce moment à reconnaître qu'elle a commis ce jour-là une sottise grosse... d'une révolution. Qu'est-ce que tous les écrivains sensés lui avaient prédit dans le temps ? Mais toutes les assemblées nationales ressemblent aux populations qui les nomment ; elles ne s'instruisent jamais qu'aux leçons du malheur.

La famille Napoléon, et en particulier M. Pierre Bonaparte, a continué à se montrer fort mal élevée et fort peu parlementaire dans le cours de ces débats irritants. Ces messieurs, qui multiplient les démentis et les provocations spadassines, ont oublié trop vite que ceux de leurs collègues qu'ils insultent de préférence sont les premiers coupables de la mesure qui a rappelé en France la famille exilée. La gratitude, à défaut de tout autre motif de convenances, leur commandait d'apporter dans leur langage plus d'atticisme et d'urbanité.

Monseigneur de Falloux a conquis, dans le cours de ces discussions, une brillante réputation d'orateur. Il a eu seulement le tort de se déclarer partisan effréné des institutions républicaines, ce qui l'a mis en contradiction manifeste avec un de ses livres, où il s'était fait l'apologiste de l'inquisition, ce qui n'est pas la même chose.

Le résultat de la troisième épreuve du suffrage universel a servi et servira longtemps encore de texte aux divagations des partis. Le triomphe de M. Lucien Murat, porté en tête de la liste parisienne, est demeuré pour beaucoup d'esprits intel-

ligens un rébus inexplicable. Les rédacteurs du *Charivari* me semblent les seuls qui aient donné jusqu'ici une explication satisfaisante de cette distinction glorieuse. M. Lucien Murat, ont-ils dit, est « l'expression la plus pure du parti Franconi. » Que ceux qui en savent plus long que le *Charivari* sur ce point me le disent. Jusque là, mon opinion sera celle des hommes d'Etat du *Charivari*. D'autant que Maurice de Talleyrand, comte de Périgord, avait déjà signalé, dès 1814, l'existence du parti du cirque Olympique : « Vous voulez un homme qui monte à cheval, avait dit le profond diplomate à ceux qui goûtaient peu la candidature de son protégé impotent Louis XVIII, eh bien ! prenez Franconi. »

J'ai recueilli un mot touchant d'un homme du peuple, au moment de la proclamation des élus de la Seine, sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Comme le nom de M. de Lamartine ne figurait pas sur la liste des acclamés, cet homme, qui n'avait pas voté pour le poète, ne put cependant retenir une parole d'indignation contre l'ingratitude de ces bourgeois qui n'avaient pas même songé à donner un témoignage de reconnaissance et d'estime à celui qui les avait si courageusement sauvés de la guerre civile et du drapeau rouge au 25 février. « Si nous avions su que les bourgeois se seraient conduits aussi indignement envers M. de Lamartine, s'écriait-il, nous l'aurions placé sur notre liste, pour faire honte aux bourgeois ! »

M. de Lamartine n'a pas voulu être le premier homme d'Etat de son temps, le premier président de la République française ; je le regrette pour nous tous, encore plus que pour lui, mais je ne me sens pas le courage de le plaindre de sa disgrâce électorale. On n'a pas le droit de se tromper, comme il s'est trompé sur la question de la présidence, quand on s'appelle Lamartine. On n'a pas le droit de livrer, de gâter de cœur, aux chances aléatoires de la roulette électorale, les destinées d'un grand peuple, et d'abuser de son éloquence pour conduire à mal ses collègues, en disant en latin : « Le sort en est jeté. » J'absous plus volontiers le peuple français de ses torts envers M. de Lamartine, que j'absous M. de Lamartine de ses torts envers l'humanité ; attendu que la dette contractée par chacun de nous envers nos semblables, est proportionnelle à la richesse de notre nature et à nos facultés. Rétablissons la loi de la justice naturelle, disons que c'est le puissant qui doit au faible, non le faible au puissant. Or, avez-vous employé religieusement, au service de vos frères, toutes ces brillantes qualités que vous avait départies le ciel en un jour de largesse ? non, eh bien ! alors, poète, n'accusez pas d'ingratitude les malheureux, vos frères, et commencez par vous acquitter envers eux de la dette du génie !

L'opinion publique s'est quelque peu préoccupée aussi, durant le cours de la semaine dernière, de la revue militaire du Champ-de-Mars. Ils étaient là trente à quarante mille hommes de toutes armes, trente à quarante mille pauvres gens que le sort a arrachés au travail utile et aux champs pour les envoyer parader oisivement dans une enceinte d'hippodrome où des chevaux de juifs avaient couru la veille. J'ai vu là de braves citoyens qui paraissaient jouir de leurs facultés mentales, et qui s'extasiaient néanmoins au spectacle de ces hommes se mouvant comme des mécaniques perfectionnées au commandement d'un chef, tirant leurs glaives au commandement d'un chef, criant *Vive Napoléon ou Vive la République*, au commandement d'un chef, qui nous auraient peut-être fusillés tous ou sabrés tous, au commandement du même chef. Et ils étaient dans l'admiration de leur âme, à voir luire tous ces sabres et flotter toutes ces banderoles ; et nul ne semblait s'enquérir du triste motif d'ambition qui avait réuni là ces hommes ; nul ne songeait à calculer la portée de ces acclamations de commande qui donnent le vertige aux têtes faibles et les poussent à vouloir à toute force échanger leur modeste demeure de l'Élysée contre le palais des Tuileries...

Et comme je suis le seul d'habitude à regarder partir du Luxembourg le ramier solitaire, peut-être étais-je aussi le seul au Champ-de-Mars, à taxer de pitoyable et stupide spectacle ces revues d'esclaves armés, qui n'appellent à l'esprit que des pensées de meurtre, d'oppression et de guerre. Fleurs embaumées du réséda et du pois de senteur, qui racontez de si charmants détails des fêtes de l'avenir, dites-moi, je vous prie, quand finira ce vieux monde, où les cris de *vive un tel*, sont toujours des cris de mort, où les plus brillantes fêtes sentent toujours le sang.

A. TOUSSENEL.

L'Assemblée a discuté pendant trois séances orageuses la fameuse question de savoir si M. le général Changarnier avait eu l'intention d'offenser le pouvoir législatif en recommandant de nouveau à tous les chefs de corps de l'armée parisienne de n'obéir qu'à leur commandant supérieur. M. Ledru-Rollin avait fait à ce sujet une proposition d'enquête. L'Assemblée, dans sa séance de vendredi, a rejeté cette proposition.

NOUVELLES EXTÉRIEURES.

Les communications avec la Hongrie deviennent de plus en plus difficiles. Les nouvelles n'arrivent plus qu'à de longs intervalles du théâtre de la guerre entre les Hongrois et les Russes. Les journaux d'Allemagne sont toutefois unanimes à affirmer que les généraux Dembansky et Ben ont obtenu la victoire dans leurs premières rencontres avec l'armée d'intervention. On parle d'un échec considérable éprouvé par les Russes dans les défilés de Jablonka et qui aurait contraint ces dernières à opérer un mouvement de retraite sur Cracovie.

Les Autrichiens sont entrés à Bologne, après plusieurs jours de bombardement. Venise tenait toujours et Rome se disposait à opposer une résistance acharnée à la triple invasion des Autrichiens, des Français et des Napolitains.

A dater du 23 juin 1849, le *Journal de la Vraie République* paraîtra sous ce titre :

LE VRAI REPUBLICAIN.

Cette modification a été adoptée à l'unanimité par la presse démocratique, pour mettre fin à une contestation purement commerciale entre les citoyens Barest et Dumont, rédacteur en chef et gérant de la *Republique*, d'une part et les citoyens Thoré et Berjeau, rédacteur en chef et gérant du *Journal de la Vraie République*, d'autre part ; en outre, pour prévenir toute confusion du public entre ces deux journaux.

Sous un nouveau titre, le *JOURNAL DE LA VRAIE RÉPUBLIQUE* conservera son caractère, ses rédacteurs, ses administrateurs actuels, la ligne politique qu'il a toujours suivie. En un mot, il n'y a que le titre de changé.

L'association des ouvriers papetiers, fondée depuis le mois d'août 1848, et dont le siège était établi rue du Grand-Prieuré, 10, vient de transférer ses ateliers et ses magasins rue Montmorency, 1, au premier.

On y trouve un assortiment complet de registres et de fournitures de bureaux à l'usage des administrations de chemins de fer, maisons de banque, roulage, maisons de commerce, etc. Vente en gros et en détail.

— Une nouvelle association vient de se fonder sous le titre d'Association fraternelle des garçons cuisiniers et restaurateurs réunis. Cet établissement vient de s'ouvrir, chaussée Clignancourt, 15, barrière Rochechouart.

Le *Moniteur* a publié hier la loi relative à la fixation générale du budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1849. Elle fixe, par son article 1^{er}, les dépenses à 1,372,571,069

Évalue, par son article 3, les voies et moyens à 1,411,732,007

Et laisse ainsi provisoirement à la charge de la dette flottante du trésor. 160,839,062

— Le conseil d'hygiène publique et de salubrité de Paris a, dit-on, l'intention d'ouvrir une souscription qui aurait pour but de fournir à la classe indigente de la capitale une alimentation plus substantielle et de diminuer ainsi l'influence de l'épidémie cholérique. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette mesure en faveur de la classe ouvrière.

— On sait que le jury pour l'admission des tableaux à l'exposition de 1849 doit être dorénavant désigné par les exposants eux-mêmes, qui, en envoyant leurs tableaux au palais des Tuileries, ont dû y joindre une liste des jurés au jugement desquels ils désirent être soumis.

Le dépouillement pour le jury d'admission et de placement à l'exposition a donné les résultats suivants :

Peinture, gravure et lithographie. — Peintres : MM. Léon Cogniet, Paul Delaroche, Decamps, Eugène Delacroix, Horace Vernet, Ingres, Robert Fleury, Eugène Isabey, Messiaen, Corot, Abel de Pujol, Picot.

Gravures et lithographies : MM. Henriquel-Dupont, Achille Lefèvre, Mouilleron.

Suppléants pour les peintres : MM. Ary Scheffer, Hyp. Flandrin, d'Albert de Luynes, Drolling.

Suppléants pour les graveurs et lithographes : MM. Forster, Aubry Le comte.

Sculpture et gravure en médailles. Sculpteurs : MM. Rude, J. Debay, Dantan aîné, Toussaint, Daumas, Nieuwerkerke, Dumont.

Graveurs en médaille : MM. Gatteaux, Oudiné.

Suppléants pour les sculpteurs : MM. Heguenin, Maindron, David.

Suppléants pour les graveurs en médailles : MM. Barre père, Domard.

Architecture : MM. Labrousse, Duban, Caristie, Léon Vaudoyer, Achille Leclerc.

Architectes suppléants : MM. Visconti, Albert Lenoir.

Il a été envoyé pour l'Exposition 3,924 objets d'art, tant en peinture, gravure, sculpture qu'en projets d'architecture.

— Le citoyen Auguste Blum, ancien élève de l'École polytechnique, ouvrira le 1^{er} juin, un cours gratuit de calcul, de géométrie, de physique, de chimie et de mécanique. Un registre d'inscription sera déposé dans chaque association et dans les bureaux des journaux démocratiques.

La liste sera ouverte le 15 mai et close le 30. Un avis ultérieur indiquera le lieu et les heures où les cours auront lieu. Des conférences générales auront lieu tous les dimanches sur l'enseignement populaire.

— Le 4^e numéro de l'*Opinion des Femmes*, journal mensuel, vient de paraître : il est en vente au bureau, grande rue Verte, 29, et dans tous les dépôts.

Voici le sommaire :

Revue mensuelle. — Dieu, les femmes et Proudhon. — Réponse au journal le Peuple. — Prière du citoyen Proudhon. — Banquets. — Lettre à la commission du banquet des prêtres socialistes. — Extrait d'un ouvrage du citoyen de la Châtre. — Appel aux prolétaires. — Commission des secours. — Variétés. — Faits divers. — Thermomètre moral. — Annonces. — Supplément : compte-rendu de notre appel aux électeurs, protestation, pétition des femmes au peuple.

— *DE LA TOLÉRANCE POLITIQUE*, par Alfred Michiels, broch. in-8^o, chez tous les libraires.

— *HISTOIRE PHILOSOPHIQUE DU CRÉDIT*, par V. Autil. 1^{er} vol. in-8^o. Chez Guillaumin.

— *LETTRÉ SUR LE SOCIALISME*, par Théophile Blin.

— *DES POTISME DU SOCIALISME*, par Ed. de Poméry. 10 centimes. A la librairie phalanstérienne.

DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES, OU DE LA JUSTICE DISTRIBUTIVE EN ÉCONOMIE SOCIALE. Ouvrage contenant l'examen critique des différentes théories qui ont été exposées, soit par les économistes, soit par les socialistes, par François Vidal. Un vol. in-8^o de 500 pages. Prix : 7 fr. 50.

VIVRE EN TRAVAILLANT ! PROJETS, VOIES ET MOYENS DE RÉFORMES SOCIALES, par François Vidal. Un vol. in-18. Prix : 3 fr. 50.

LES JUIFS ROIS DE L'ÉPOQUE, HISTOIRE DE LA FÉODALITÉ FINANCIÈRE, par Alph. Toussenel. 2 vol. in-8^o. Prix : 10 fr.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie Poussielgue, rue du Croissant, 12.